**Entente de contribution Canada-Québec en appui aux jeunes du Québec dans le cadre de la
Stratégie emploi et compétences jeunesse**

ENTRE

**Sa Majesté la Reine du chef du Canada (ci-après appelée « le Canada »), représentée par la
ministre du Travail, portant le titre de ministre de l'Emploi, du Développement de la main-
d'œuvre et du Travail**

ET

**Le gouvernement du Québec, représenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la
Solidarité sociale et par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la
Francophonie canadienne (ci-après appelé « le Québec »)**

Ci-après appelés collectivement « les Parties »

CORPS DE L'ENTENTE

ATTENDU QUE le Canada a établi la Stratégie emploi et compétences jeunesse (ci-après la « SECJ ») et en définit au fil du temps les résultats stratégiques et les priorités. La SECJ vise à aider les jeunes Canadiens à accéder aux études postsecondaires et à obtenir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour participer à un marché du travail en évolution et à offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi. La SECJ contribue à bâtir un Canada plus fort et plus inclusif, à aider les jeunes Canadiens et Canadiennes à faire les bons choix afin que leur vie soit productive et gratifiante, et à améliorer leur qualité de vie;

ATTENDU QUE le Canada s'est engagé à la modernisation de la SECJ afin que les jeunes, quels que soient les obstacles auxquels ils se heurtent, réalisent leur plein potentiel sur le marché du travail, en particulier ceux et celles qui sont vulnérables;

ATTENDU QUE le Québec est admissible à demander une aide dans le cadre de la SECJ, que le Projet réunit les conditions voulues par la SECJ et que le Canada appuie les mesures et services d'emploi offerts au Québec en fournissant une contribution financière en vertu de cette entente de contribution;

ATTENDU QUE les fonds alloués au Québec seront utilisés pour des mesures et des services d'emploi et de formation axée sur les compétences qui rencontreront les objectifs énoncés dans le cadre de la modernisation de la SECJ et que le Québec détermine les orientations et les priorités du marché du travail sur son territoire et qu'à ce titre, il conçoit, planifie, offre et évalue les mesures et les services d'emploi et de formation adaptés aux besoins des clientèles;

ATTENDU QUE le Québec dispose d'un modèle intégré, décloisonné et universel de services publics d'emploi et de formation qui est axé sur les besoins des clients et sur les résultats;

ATTENDU QUE, compte tenu des ententes en vigueur entre le Canada et plusieurs organismes au Québec jusqu'en mars 2020, le Canada et le Québec travailleront de concert pour mettre en œuvre une transition harmonieuse vers la nouvelle approche découlant de la présente entente;

ATTENDU QUE le Québec dispose, en matière de prestation de services, d'un réseau d'organismes spécialisés en développement de l'employabilité qui offrent des mesures et services d'emploi au nom du Québec depuis plus de 30 ans, que ce dernier est en complément des directions régionales de Services Québec, et que le Québec continuera d'offrir une approche personnalisée pour la jeunesse, incluant à la communauté d'expression anglaise;

ATTENDU QUE le Québec fournira un plan d'action sur cinq ans pour la période 2020-2021 à 2024-2025 afin de démontrer comment ce financement fédéral sera utilisé pour soutenir la transition des jeunes qui font face à des obstacles pour intégrer le marché du travail et comment ce financement sera ajouté à sa programmation existante;

ATTENDU QUE le Canada et le Québec conviennent qu'il est essentiel de disposer de mécanismes rigoureux de planification et de reddition de comptes afin de démontrer et de communiquer publiquement les résultats des services publics d'emploi;

ATTENDU QUE le Québec a déjà mis en place de tels mécanismes et qu'il continuera à faire rapport à sa population à cet égard;

ATTENDU QUE le Canada et le Québec conviennent de l'importance de communiquer avec les citoyens sur les objectifs de la présente entente de façon ouverte, transparente, efficace et proactive au moyen d'activités d'information publique appropriées;

EN CONSÉQUENCE, le Canada et le Québec conviennent de ce qui suit :

1.0 ENTENTE

1.1 Les documents énumérés ci-dessous et toute modification qui pourrait y être apportée constituent l'intégralité de l'entente entre les Parties relativement à son objet et, en cas de divergence, remplacent tout autre arrangement, entente, négociation et document accessoire, oral ou autre, entre les Parties relativement à son objet :

- (a) Le corps de l'entente ;
- (b) L'annexe A — intitulée « Description du Projet »;
- (c) L'annexe B — intitulée « Dispositions financières »;
- (d) L'annexe C — intitulée « Dispositions supplémentaires »; et
- (e) L'annexe D — intitulée « Plan d'action sur cinq ans du Québec 2020-21 à 2024-25 ».

2.0 INTERPRÉTATION

2.1 À moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions énumérées ci-dessous ont les significations suivantes aux fins de cette entente :

« **Dépenses admissibles** » s'entend des dépenses qui sont énumérées à l'article 7 de l'Annexe B et qui sont conformes aux autres dispositions énoncées à l'annexe B;

« **Exercice financier** » s'entend de la période commençant le 1^{er} avril d'une année civile et se terminant le 31 mars de l'année civile suivante;

« **Période de réalisation du Projet** » s'entend de la période débutant le 1^{er} avril 2020 et se terminant le 31 mars 2025;

« **Projet** » s'entend du projet décrit à l'annexe A;

« **Sous-projet** » s'entend d'une activité admissible à un financement dans le cadre du Projet qui sera réalisé par un tiers (c.-à-d. une organisation autre que le Québec);

« **Représentant désigné** » désigne, pour le Québec, la sous-ministre du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et, pour le Canada, le sous-ministre du ministère de l'Emploi et du Développement social;

« **Participant admissible** » signifie un jeune âgé de 15 à 30 ans inclusivement qui est légalement autorisé à travailler au Canada et qui est un citoyen canadien, résident permanent ou détenteur du statut de réfugié au Canada.

3.0 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

3.1 L'entente entrera en vigueur dès sa signature par les Parties et prend fin le 31 mars 2026. Selon les résultats obtenus, l'Entente peut être renouvelée par les Parties, conformément à l'article 23.

3.1.1 Le financement sera de cinq ans, à compter du 1^{er} avril 2020 jusqu'au 31 mars 2025 avec la possibilité de renouvellement selon les résultats obtenus.

3.1.2 À compter de l'entrée en vigueur de l'Entente et jusqu'au 1^{er} avril 2020, les Parties conviennent de collaborer pour mettre en œuvre une transition harmonieuse vers la nouvelle approche découlant de la présente entente.

3.2 Les obligations du Québec prévues aux articles 10 (Évaluation), 11 (Indemnisation), 12 (Relations entre les Parties et non-responsabilité du Canada), 17 (Accès à l'information), 19 (Propriété intellectuelle) et celles de l'article 1 de l'Annexe C sur les mesures de rendement survivront à la résiliation ou à l'expiration de cette entente et continueront de s'appliquer nonobstant une telle résiliation ou expiration.

4.0 OBJET DE L'ENTENTE

4.1 Le financement accordé par le Canada vise à appuyer la réalisation du Projet par le Québec, celui-ci devant utiliser le financement à la seule fin de payer les dépenses admissibles.

4.2 En s'appuyant sur les investissements et les initiatives existants au Québec, le Canada et le Québec s'engagent à collaborer pour améliorer la cohérence de la prestation des services intégrés, universels et décloisonnés, à appuyer efficacement tous les jeunes, en particulier ceux qui font face à des obstacles, à intégrer et à se maintenir sur le marché du travail et à obtenir des emplois permanents de qualité, ainsi qu'à offrir un soutien efficace pour les employeurs relativement à l'embauche de jeunes.

5.0 CONTRIBUTION ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES

Contribution et responsabilités du Canada

5.1 Sous réserve des modalités de cette entente, le Canada convient de verser au Québec une contribution pour ses dépenses admissibles. Le montant de la contribution du Canada ne doit pas dépasser le montant total maximum indiqué à l'article 1 de l'annexe B.

5.2 Le montant payable par le Canada au titre de sa contribution pour chaque exercice financier couvert par la période de réalisation du Projet ne doit pas dépasser le montant indiqué à l'article 3.3 de l'annexe B pour cet exercice financier.

5.3 Rien dans cette entente ne crée un engagement ou une obligation de la part du Canada à l'égard d'un financement supplémentaire ou futur du Projet au-delà de la réalisation du Projet, ou qui dépasse la contribution maximum prévue à l'annexe B. Le Canada ne sera responsable d'aucun emprunt, contrat de location-acquisition, ou autre obligation à long terme que le Québec peut encourir dans l'exercice de ses responsabilités dans le cadre de cette entente ni d'aucune obligation encourue par le Québec envers une autre partie relativement au Projet.

Contribution et responsabilités du Québec

5.4 Le Québec offrira des services aux jeunes admissibles par le biais de la présente entente dans le cadre d'initiatives qui rencontreront les objectifs de la SECJ, soit :

- (a) Un soutien plus efficace pour tous les jeunes.
- (b) Une priorité accordée aux jeunes qui font face à des obstacles.
- (c) Une approche intégrée et universelle encourageant la collaboration et les partenariats stratégiques entre les fournisseurs de service.
- (d) Un soutien plus efficace pour les employeurs relativement à l'embauche de jeunes.
- (e) Un accès plus fluide aux mesures de soutien dont les utilisateurs ont besoin.

5.5 Les orientations, les stratégies et les résultats attendus en matière de services publics d'emploi au Québec sont détaillés dans le plan d'action annuel en matière de main-d'œuvre et d'emploi élaboré par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail.

5.6 Pour chaque exercice financier de la période de réalisation du Projet, le Québec fera parvenir au Canada son plan d'action annuel en matière de main-d'œuvre et d'emploi lors de son dépôt à l'Assemblée nationale. Le Québec inclura dans ce plan d'action annuel la reconnaissance de la contribution financière du Canada versée en vertu de la présente entente.

5.7 Pour chaque exercice financier de la période de réalisation du Projet, le Québec fera parvenir au Canada les informations détaillées à l'article 1 de l'annexe C.

6.0 AFFECTATION

6.1 Tout paiement versé dans le cadre de cette entente est subordonné à l'affectation des fonds par le Parlement pour l'exercice financier durant lequel le paiement doit être versé.

7.0 RÉDUCTION OU RÉSILIATION DU FINANCEMENT

7.1 Le Canada peut, sur préavis d'un minimum de douze (12) mois, réduire le financement prévu aux termes de cette entente ou résilier l'Entente, si :

- (a) La SECJ est annulée;
- (b) Le niveau de financement pour la SECJ, pour tout exercice financier durant lequel un paiement doit être versé dans le cadre de cette entente, est réduit par suite d'une décision gouvernementale ou ministérielle relative aux dépenses; ou si
- (c) Le Parlement réduit le niveau de financement global des programmes du ministère de l'Emploi et du Développement social pour tout exercice financier durant lequel un paiement doit être versé dans le cadre de cette entente.

7.2 Lorsque, en vertu de l'article 7.1, le Canada donne un préavis de son intention de réduire son financement, et que, par suite de la réduction du financement, le Québec est d'avis qu'il ne pourra pas compléter le Projet ou qu'il ne pourra pas compléter le Projet de la manière dont il le veut, le Québec doit en aviser le Canada le plus tôt possible après réception du préavis du Canada de son intention de réduire le financement et peut, sur préavis écrit au Canada d'un minimum de trente (30) jours, résilier l'entente.

8.0 DOSSIERS DE L'ENTENTE

8.1 Le Québec tiendra et conservera les livres et dossiers appropriés de toutes les dépenses et tous les revenus reliés à l'entente, conformément aux lois, règlements, politiques et directives applicables au Québec.

9.0 RÉSILIATION DE L'ENTENTE

Résiliation au gré des Parties

9.1 Nonobstant le droit des Parties de résilier l'entente conformément aux articles 7.1 et 7.2 de la présente entente, l'une ou l'autre des Parties peut résilier cette entente en tout temps, sans motif, sur préavis écrit d'au moins douze (12) mois de l'intention de résiliation.

9.2 Dès la date de résiliation de la présente entente en vertu des articles 7.1, 7.2 ou 9.1, le Canada n'aura plus d'obligation de verser quelque autre paiement au Québec relatif à des Dépenses admissibles que ce dernier aura engagées après la date d'entrée en vigueur de la résiliation.

10.0 ÉVALUATION

10.1 Le Québec est responsable de conduire ses évaluations à l'égard des mesures et services d'emploi et de formation offerts sur son territoire. Le Québec convient de rendre disponible au Canada tout rapport d'évaluation public qu'il réalisera sur les projets financés en vertu de la présente entente.

10.2 Le Québec accepte de coopérer avec le Canada dans la conduite de toute évaluation des programmes de la Stratégie fédérale à laquelle le Canada peut procéder durant la période de réalisation de l'entente ou durant les trois années subséquentes, sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

11.0 INDEMNISATION

11.1 Le Québec doit, à la fois pendant et après la période de réalisation du Projet, tenir le Canada indemne et à couvert des réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses et autres mesures prises, soutenues, en instance ou menacées d'être présentées en justice, de quelque façon que ce soit, et qui sont attribuables à une blessure ou au décès d'une personne, ou à une perte ou un dommage à la propriété causé ou présumé causé par un geste délibéré ou négligent, une omission ou un délai de la part du Québec ou de ses employés ou agents, ou de la part des employeurs participants ou des participants du Projet, le cas échéant, relativement à quoi que ce soit qui doit être fourni ou réalisé par le Québec dans le cadre de cette entente, de façon présumée ou obligatoire, ou qui doit être autrement fait dans le cadre de la réalisation des projets.

12.0 RELATIONS ENTRE LES PARTIES ET NON-RESPONSABILITÉ DU CANADA

12.1 La présente entente ne vise que le financement et ne constitue pas un contrat aux fins d'obtention de services ou un contrat de services ou d'emploi. Les Parties déclarent que rien dans la présente entente ne vise la création d'une société, d'une relation d'emploi ou d'une relation de mandataire entre les Parties. Le Québec s'engage à ne faire aucune promesse, à ne conclure aucun contrat ou entente au nom du Canada.

13.0 CONFLIT D'INTÉRÊTS

13.1 Aucun titulaire de charge publique ou fonctionnaire, ancien ou actuel, visé par la *Loi sur les conflits d'intérêts [L.C. 2006, ch. 9, art. 2]*, la *Politique sur les conflits d'intérêts et l'après-mandat* ou le *Code de valeurs et d'éthique du secteur public* ne peut bénéficier d'un avantage direct découlant de l'entente, à moins que la fourniture ou la réception d'un tel avantage se fasse en conformité avec cette loi et ces codes.

13.2 Aucun membre du Sénat du Canada ni député de la Chambre des communes ne peut tirer, en tout ou en partie, quelque avantage qui découle de la présente entente d'une façon qui diffère de ce à quoi le grand public a accès.

14.0 ANNONCES ET RECONNAISSANCE DU FINANCEMENT FÉDÉRAL

Information aux citoyens

14.1 Le Canada et le Québec conviennent de l'importance de communiquer avec les citoyens sur les objectifs de la présente entente de façon ouverte, transparente, efficace et proactive au moyen d'activités d'information publique appropriées.

14.2 Le Québec convient de collaborer avec le Canada afin de faciliter l'accès aux services publics d'emploi jeunesse à partir de la passerelle numérique pour les jeunes du Canada.

14.3 Dans un esprit de transparence et de gouvernement ouvert, le Canada rendra la présente entente, y compris toute modification, accessible au public sur un de ses sites Web.

15.0 VISIBILITÉ ET COMMUNICATION

15.1 Cette clause guidera la planification, le développement et la mise en œuvre de toutes les activités de communication, dans le but d'assurer des communications efficaces, structurées, continues et coordonnées à l'intention du public.

15.1.1 Principes directeurs :

- a) Les Parties s'engagent à souligner le financement alloué par chacune des Parties.
- b) Les Parties reconnaissent l'importance de gérer la mise en œuvre d'activités de communication cohérentes en se fondant sur le principe de la collaboration et de la discussion transparente et ouverte.
- c) Les activités de communication menées en vertu de l'article 15 doivent faire en sorte que le public soit informé du financement des activités jeunesse pour aider à améliorer leur qualité de vie et qu'ils reçoivent de chaque Partie de l'information uniforme sur les projets.
- d) Le Québec communiquera les exigences et les responsabilités décrites à l'article 15 aux promoteurs du Sous-projet.

15.2 Les dispositions de communication s'appliquent à toutes les activités de communication conjointes relatives au financement des Projets et Sous-projets dans le cadre de l'Entente, incluant les lancements d'appel de propositions. Ces activités de communication incluront des événements publics ou médiatiques, y compris les médias sociaux, des communiqués de presse, des rapports, des produits ou des messages destinés au Web, des affiches liées au Projet, de l'affichage numérique, des publications, des vidéos, des campagnes publicitaires, des éditoriaux, des programmes de reconnaissance et des produits multimédias.

- a) Le Canada et le Québec participeront à des activités de communication conjointes portant sur le financement des projets.
- b) Les communications conjointes liées aux projets ne doivent pas avoir lieu sans que toutes les Parties, incluant le promoteur du Sous-projet, en soient avisés et qu'ils les aient approuvées.
- c) Tout le matériel de communication conjoint doit être approuvé par le Canada et le Québec avant leur diffusion, et doit reconnaître la contribution financière de toutes les Parties, incluant celle du promoteur du Sous-projet, s'il y a lieu.
- d) Chacune des Parties peut demander la tenue de communications conjointes. Le demandeur donnera au moins 15 jours ouvrables de préavis à l'autre Partie. Si l'activité de communication est un événement, celui-ci aura lieu à un endroit et à une date dont les Parties auront convenu.
- e) Le demandeur des communications conjointes laissera à l'autre Partie le choix de participer à l'événement et de désigner son propre représentant politique.
- f) Le Québec sera responsable de la logistique lors de la tenue d'événements conjoints. Tous les coûts associés à ces événements conjoints sont des dépenses admissibles, conformément à l'article 7 de l'annexe B de l'Entente.

15.3 Le Canada se réserve le droit d'effectuer des activités publiques de communication, des annonces, des événements, des activités de sensibilisation et de promotion au sujet de la SECJ. Le Canada accepte de donner au Québec un préavis de quinze jours et de fournir une copie à l'avance des communications liées à la SECJ et aux résultats de la présente entente.

15.4 Dans l'éventualité de prise de photos par le Québec visant à faire la promotion du Sous-projet, il convient de les transmettre au Canada, pour que les Parties puissent utiliser les images en question dans les médias sociaux ou toutes autres activités de communication numérique. En envoyant les photos, le Québec accepte qu'elles soient utilisées et que le droit d'auteur en soit transféré.

15.5 Le Canada et le Québec informeront rapidement l'autre Partie des demandes de renseignements importantes reçues des médias ou si des questions sont soulevées par les médias ou les intervenants par rapport aux projets.

15.6 Lorsqu'une page Web ou un site Web est créé pour faire la promotion d'un Projet financé ou de la SECJ, le financement des Parties y sera souligné. Pour reconnaître la contribution fédérale, le mot-symbole du Canada ou un lien vers le site web du gouvernement du Canada décrivant les programmes d'emploi jeunesse seront utilisés. Les mêmes conditions s'appliquent pour tout autre affichage numérique.

16.0 RAPPORTS PUBLICS

16.1 Le Canada, en donnant un préavis au Québec, peut intégrer la totalité ou une ou des Parties des données et des renseignements de la section 10.2, ou toute partie des rapports d'évaluation et d'audit dans tout rapport public préparé par le Canada pour ses propres fins, y compris les rapports destinés au Parlement du Canada ou les rapports pouvant être rendus publics.

17.0 ACCÈS À L'INFORMATION

17.1 Sous réserve de la législation applicable à chacune des Parties en matière de protection des renseignements personnels et d'accès à l'information, toute information liée à la contribution financière fournie aux termes de la présente entente constitue de l'information publique et peut être divulguée à une tierce partie sur demande conformément à cette législation.

18.0 DIVULGATION PROACTIVE

18.1 Le Québec reconnaît la nature publique de la présente entente et que le montant de la contribution, le plan d'action de cinq ans, les rapports d'évaluation ou de vérification et autres révisions relatives à cette entente peuvent être rendus publics par le Canada conformément à l'engagement du Canada à divulguer de façon proactive l'octroi de subventions et de contributions. Il est convenu toutefois que les Parties doivent être notifiées avant la publication.

19.0 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

19.1 Le Québec autorise le Canada et reconnaît et accepte que celui-ci, en faisant les références appropriées, utilise, traduise, reproduise et publie sous tout format ou support n'importe quel extrait de toute longueur et de tout sujet provenant des rapports donnés au Canada par le Québec, y compris les données ou les résultats compris dans ces rapports.

20.0 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

20.1 Si un différend survient dans le cadre de cette entente, les Parties conviennent de tenter de le régler de bonne foi. Si les Parties ne peuvent résoudre le différend par la négociation, elles conviennent d'envisager de bonne foi de recourir à des méthodes alternatives de règlement de différends. Cependant, les Parties conviennent que rien dans le présent article n'entrave, n'altère ou ne modifie les droits de l'une ou l'autre des Parties de résilier l'entente.

21.0 CONFORMITÉ AVEC LES LOIS

21.1 Le Québec doit réaliser le Projet en conformité avec l'ensemble des lois, règlements, politiques, procédures, directives et normes applicables au Québec, notamment en matière environnementale, de confidentialité et de protection des renseignements personnels.

22.0 LOIS APPLICABLES

22.1 Cette entente est régie par les lois applicables au Québec.

23.0 MODIFICATION

23.1 Cette entente, incluant les annexes, peut être modifiée par consentement mutuel des Parties. Toute modification à cette entente n'est valide que si elle est signée par chacune des Parties ou leur Représentant désigné respectif, sous réserve des approbations requises.

24.0 EXEMPLAIRES

24.1 Cette entente est signée en trois exemplaires, dont chacun est réputé être un original, mais qui, ensemble, constitue une seule et même entente. L'échange de copies et des pages de signature de cette entente par télécopieur ou par transmission électronique constituent une exécution et une livraison valables de cette entente aux Parties et peuvent être utilisés en lieu et place de l'entente originale à toutes fins. Les signatures des Parties transmises électroniquement sont réputées être leur signature originale à toutes fins.

SIGNATURES

SIGNÉE AU NOM DU CANADA

à _____ ce ____ jour de
_____, 2019

L'honorable Patricia Hajdu

Ministre du Travail, portant le titre de ministre
de l'Emploi, du Développement de la main-
d'œuvre et du Travail

SIGNÉE AU NOM DU QUÉBEC

à _____ ce ____ jour de
_____, 2019

Jean Boulet

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité
sociale

Sonia LeBel

Ministre responsable des Relations canadiennes
et de la Francophonie canadienne

ANNEXE A : DESCRIPTION DU PROJET

Objectifs du Projet

Le Projet vise, par le biais d'une prestation de services intégrés, universels et décloisonnés, à appuyer efficacement tous les participants admissibles, en particulier ceux qui font face à des obstacles, à intégrer et à se maintenir sur le marché du travail et à obtenir des emplois durables de qualité, ainsi qu'à offrir un soutien efficace aux employeurs relativement à l'embauche de jeunes.

Tout comme la Stratégie emploi et compétences jeunesse, le Québec veillera, dans le cadre de son Projet, à fournir aux participants admissibles le soutien dont ils ont besoin pour intégrer ou se maintenir sur le marché du travail.

Le Québec convient que le financement accordé par le Canada dans le cadre du Projet sera seulement utilisé pour financer la participation des jeunes admissibles aux activités admissibles suivantes, tel que le définit le Programme d'emploi et de compétences des jeunes de la Stratégie emploi et compétences jeunesse:

Activités admissibles

- les activités visant à permettre aux intervenants d'élaborer et de planifier des projets admissibles;
- les activités qui favorisent la conception et l'utilisation d'outils et de produits pour l'apprentissage, le développement des compétences, la planification de carrière et le perfectionnement professionnel;
- les activités qui incluent, sans s'y limiter, la sensibilisation, l'évaluation des clients, la gestion de cas, les renseignements sur le perfectionnement professionnel, la recherche d'emploi et les activités d'aide au maintien en emploi;
- les activités qui permettent aux jeunes d'acquérir et de perfectionner des compétences, notamment des compétences élémentaires et des compétences avancées relatives à la préemployabilité et à l'employabilité;
- les activités visant à fournir des expériences de travail;
- les activités conçues pour fournir du mentorat et de l'encadrement;
- les activités qui aident les jeunes entrepreneurs à travailler à leur compte;
- les activités qui encouragent les jeunes à faire des choix de carrière éclairés, à leur faire apprécier la valeur des études et à promouvoir les jeunes en tant que main-d'œuvre de l'avenir ;
- les activités qui soutiennent les projets de recherche et d'innovation afin de trouver de meilleures façons d'aider les jeunes à devenir ou à rester aptes à occuper ou à reprendre un emploi et à être des membres productifs du marché du travail;
- les activités qui aident les employeurs à embaucher ou à maintenir en poste les jeunes qui font face à des obstacles;
- les activités permettant d'établir de meilleurs liens entre les organismes au profit des jeunes;
- les autres activités qui appuient les objectifs du projet qui sont similaires à ceux du Programme d'emploi et de compétences des jeunes¹ de la SECJ.

¹ Le Programme d'emploi et de compétences des jeunes (PECJ) du gouvernement du Canada a pour but d'aider tous les jeunes à naviguer dans le marché du travail et à réussir leur transition vers un emploi durable. Il est possible d'atteindre ces objectifs en répondant aux besoins de tous les jeunes, particulièrement ceux qui sont confrontés à des obstacles lorsqu'il s'agit d'acquérir des compétences, des connaissances et des réseaux grâce à l'éducation, au perfectionnement et à des expériences de travail pertinentes.

Bénéficiaires admissibles

Les bénéficiaires admissibles sont :

- a. les particuliers;
- b. les organismes sans but lucratif (y compris les organismes bénévoles et les fondations) ;
- c. les administrations municipales;
- d. les organisations autochtones (y compris les conseils de bande, les conseils tribaux et les entités autonomes);
- e. les organismes à but lucratif;
- f. les établissements de santé, les institutions d'enseignement et les institutions culturelles;
- g. les institutions et organismes provinciaux et sociétés d'État.

Admissibilité des organismes à but lucratif

Les organismes à but lucratif peuvent être admissibles au financement pourvu que la nature et l'intention de l'activité soient non commerciales ni à but lucratif, et qu'elles appuient les priorités et les objectifs du programme.

Participants admissibles

Aux fins du Programme d'emploi et de compétences des jeunes, « participant admissible » signifie un jeune âgé de 15 à 30 ans inclusivement qui est légalement autorisé à travailler au Canada et qui est un citoyen canadien, résident permanent ou détenteur du statut de réfugié au Canada.

Période de réalisation du Projet

Le Projet se déroulera entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2025.

ANNEXE B : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1.0 CONTRIBUTION MAXIMUM DU CANADA

1.1 Le montant annuel payable par le Canada est attribué selon la clause 3.2 de cette annexe, mais ne peut excéder à chaque exercice financier durant la période de réalisation du Projet au titre de la contribution du Canada, sauf autorisation écrite au contraire par le Canada :

Pour l'exercice financier 2020-2021 : 50 000 000 \$

Pour l'exercice financier 2021-2022 : 50 000 000 \$

Pour l'exercice financier 2022-2023 : 50 000 000 \$

Pour l'exercice financier 2023-2024 : 50 000 000 \$

Pour l'exercice financier 2024-2025 : 50 000 000 \$

2.0 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

2.1 Les contributions fournies en vertu de cette entente s'ajoutent, sans les remplacer, à celles que le Québec fournit à ses partenaires et intervenants en matière d'appui à l'emploi jeunesse.

3.0 ATTRIBUTION DU QUÉBEC

3.1 Le financement accordé par le Canada sera basé sur la part du Québec sous le volet provincial/territorial de la Stratégie emploi et compétences jeunesse d'EDSC, excluant le Programme emploi d'été Canada.

3.2 Plus précisément, le modèle d'allocation maximum du volet provincial/territorial est basé sur une moyenne pondérée (50:50) des deux variables suivantes :

- 1) la part provinciale/territoriale de la population de jeunes (15-29 ans), en utilisant en moyenne les 12 derniers mois des données disponibles de l'Enquête sur la population active;
- 2) la part provinciale/territoriale du chômage des jeunes (15-29 ans) en utilisant une moyenne des 12 derniers mois des données disponibles de l'Enquête sur la population active.

$$ba = 50\% \left(\frac{a}{b} \times c \right) + 50\% \left(\frac{d}{e} \times c \right)$$

Selon laquelle,

ba = allocation budgétaire pour la province/territoire

a = nombre total de jeunes, âgés de 15 à 29 ans, de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada *, moyenne sur les 12 derniers mois pour le Québec

b = nombre total de jeunes, âgés de 15 à 29 ans, de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada *, moyenne au cours des 12 derniers mois pour le Canada**

c = financement total alloué aux provinces/territoires

d = nombre total de jeunes chômeurs âgés de 15 à 29 ans, de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada *, en moyenne sur les 12 derniers mois pour le Québec

e = nombre total de jeunes chômeurs, âgés de 15 à 29 ans, de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada *, en moyenne au cours des 12 derniers mois pour le Canada

* Source : Enquête sur la population active (CANSIM 282-0001)

** Les données du recensement 2016 sont utilisées pour les territoires parce qu'elles ne sont pas disponibles dans l'enquête sur la population active.

3.3 L'allocation totale annuelle est assujettie aux conditions décrites à l'article 6.1 du corps de l'Entente. Le volet provincial/territorial total annuel d'Emploi et Développement social Canada pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour la période de 2020-2021 à 2022-2023 est estimé à 174,7 millions de dollars et à 88,8 millions pour la période 2023-2024 et 2024-2025. L'affectation est par la suite assujettie au réajustement annuel selon la formule décrite à l'article 3.2.

4.0 PAIEMENT

4.1 Sous réserve des modalités de cette entente, le Canada convient de verser au Québec une contribution pour ses dépenses admissibles. Le montant de la contribution du Canada ne doit pas dépasser le montant total maximum à l'article 3.2.

4.2 La contribution du Canada sera versée en tranches égales comme suit :

- a. Le premier versement sera effectué le ou vers le 15 avril de chaque exercice financier. Le deuxième versement sera effectué le ou vers le 15 novembre de chaque exercice financier.
- b. Le montant du premier versement correspondra à 50 % du montant nominal de la contribution calculée à l'article 3.2.
- c. Le montant du deuxième versement correspondra au montant restant de la contribution du Canada au Québec pour l'exercice financier donné, calculé conformément à l'article 3.2.
- d. Le Canada informera le Québec du montant nominal au début de l'exercice financier, calculé conformément à la formule décrite à l'article 3.2.
- e. Le Canada effectuera le deuxième versement de l'exercice financier lorsque le rapport annuel et les états financiers de l'exercice financier précédent auront été fournis, conformément aux articles 1.1, 1.2 et 1.4 de l'annexe C.
- f. La somme des deux versements semestriels constitue un paiement final et ne fait l'objet d'aucun ajustement supplémentaire une fois que la deuxième tranche de cet exercice financier a été payée.

5.0 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1 Sous réserve de l'article 5.2, le Canada versera sa contribution sous forme d'avances durant la Période de réalisation du Projet (ci-après appelée « période de paiement »).

5.2 (1) Si les deux Parties sont d'accord, il peut ;

- (a) changer les modalités de paiement de la contribution au Québec pour adopter des [paiements progressifs / paiements anticipés] pour quelque période que ce soit au cours de la Période de réalisation du Projet ;
- (b) changer la période de paiement pour adopter une période mensuelle ; ou
- (c) changer (a) et (b).

6.0 UTILISATION DES FONDS

6.1 Le Canada et le Québec conviennent que les fonds fournis dans le cadre de la présente entente seront seulement utilisés par le Québec pour les activités admissibles et participants admissibles selon les termes de la Stratégie emploi et compétences jeunesse et tels que détaillés à l'annexe A.

7.0 DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles sont celles jugées nécessaires pour appuyer l'objectif du financement. Les dépenses admissibles sont les suivantes :

- a. Les coûts indirects, notamment les coûts liés aux fonctions administratives centrales de l'organisation du bénéficiaire concernant les activités de l'accord (frais de poste partagés, téléphone, maintenance de la TI et soutien à l'administration centrale);
- b. Le matériel et les fournitures;
- c. Les salaires et charges sociales obligatoires de l'employeur;
- d. Les coûts de formation des employés et du perfectionnement professionnel;
- e. Les honoraires et frais de représentation;
- f. Les frais d'impression et de communication;
- g. Les frais de déplacement (les déplacements à l'étranger doivent être spécifiquement autorisés) ;
- h. Les honoraires professionnels (consultants, TI, expertise technique, animation, frais juridiques, recherche, vérification et évaluation);
- i. Les frais d'immobilisations, notamment pour les petites réparations ou rénovations visant à soutenir la participation des jeunes qui font face à des obstacles (les frais d'immobilisations pour la construction d'un immeuble ou pour l'achat d'un terrain ou d'immeubles ne sont pas admissibles);
- j. Les frais de participation des participants admissibles.

Lorsque le Québec distribue des fonds de contribution à un tiers pour mener des activités du Projet, les paiements versés par le Québec au tiers pour rembourser les dépenses engagées par celui-ci et figurant ci-dessus sont aussi des dépenses admissibles.

8.0 REPORT PROSPECTIF

8.1 Le Québec pourra conserver et reporter prospectivement au prochain exercice financier un montant allant jusqu'à 10 pourcent de la portion de la contribution versée au Québec pour un exercice financier en vertu de l'article 3.2 qui excède les coûts admissibles réellement engagés par le Québec pour l'exercice financier donné, et se servir du montant reporté pour les dépenses liées aux activités admissibles pour l'exercice financier donné. Toute demande du Québec visant à conserver et à reporter prospectivement un montant supérieur à 10 pourcent fera l'objet d'une discussion et d'une entente mutuelle entre les Parties, confirmée par écrit par un échange de lettres.

8.2 Il est entendu que le montant reporté d'un exercice financier à l'exercice financier subséquent viendra s'ajouter au montant maximal payable au Québec pour l'exercice financier subséquent donné, conformément à l'article 3.3 de la présente entente.

8.3 Tout montant reporté en vertu de l'article 8.1 devra être dépensé avant le 31 mars 2025. Le Québec ne pourra conserver aucun montant ainsi reporté qui n'aura pas été dépensé après le 31 mars 2025, ni aucun montant restant de la contribution du Canada pour l'exercice financier de 2024-2025 versé en vertu de l'article 3.3 qui n'aura pas été dépensé à la fin de l'exercice financier en question. Ces montants devront être remboursés au Canada, conformément à l'article 9.0.

9.0 REMBOURSEMENT D'UN TROP-PAYÉ

9.1 Dans l'éventualité où des paiements versés au Québec dépassent le montant auquel le Québec a droit en vertu de cette entente, le montant excédentaire constituera une dette envers le Canada et, sauf si les Parties en conviennent autrement par écrit, le Québec devra rembourser le montant dans les soixante (60) jours civils suivant l'avis écrit du Canada.

ANNEXE C : DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

1.0 MESURE DU RENDEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS

Conditions de financement et établissement de rapports annuels

1.1 Le Québec produira un rapport annuel sur les extrants et les nouveaux résultats communs de la SECJ modernisée. Ce rapport devra être acheminé au Canada au plus tard le 30 novembre suivant la fin de l'exercice financier visé ou lorsque les informations qu'il contient auront été publiées par le Québec. Le rapport annuel devra contenir les informations suivantes :

- I. Nombre de jeunes servis
- II. Nombre de jeunes employés/travailleurs autonomes
- III. Nombre de jeunes retournant aux études (mesure pluriannuelle)
- IV. Nombre de jeunes qui font face à des obstacles à l'emploi
 - a. nombre de jeunes autochtones
 - b. nombre de jeunes immigrants récents
 - c. nombre de jeunes avec un handicap

1.2 Par ailleurs, il importe pour le Canada que les résultats des divers projets financés dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse puissent être comparés les uns aux autres. À cet égard, le Québec convient d'acheminer au Canada de l'information agrégée dénominalisée relative aux participants au Projet. Ces informations seront acheminées dans le cadre du rapport annuel identifié à l'article 1.1 de la présente annexe pendant cinq ans suivant la fin d'une participation d'un individu au Projet. Les informations ainsi transmises permettront aux Parties d'effectuer un suivi des résultats suivants:

- I. Proportion moyenne de personnes en situation d'emploi
- II. Total des revenus d'emploi
- III. Revenus d'emploi
- IV. Montant annuel moyen des prestations d'assurance-emploi reçues
- V. Montant annuel moyen des prestations d'aide sociale reçues
- VI. Niveau annuel moyen de dépendance au soutien du revenu

1.3 De plus, la Stratégie emploi et compétences jeunesse modernisée du gouvernement du Canada mettra en œuvre une stratégie pour mesurer, au niveau pancanadien, les résultats suivants :

- Dignité (préparation à l'emploi) : acquisition des compétences, des connaissances et de l'expérience nécessaires pour obtenir un emploi
 - Indicateur 1 : nombre de jeunes ayant acquis des compétences générales
 - Indicateur 2 : nombre de jeunes ayant obtenu leur certification ou un diplôme
 - Indicateur 3 : nombre de jeunes ayant vu les obstacles qui les empêchaient d'obtenir un emploi être éliminés
- Opportunité (obtention d'un emploi) : obtenir et conserver un emploi
 - Indicateur 1 : nombre de jeunes ayant accepté une offre d'emploi
 - Indicateur 2 : nombre de jeunes ayant terminé un stage
- Résilience (avancement professionnel) : acquisition de compétences pour progresser dans la carrière
 - Indicateur 1 : nombre de jeunes ayant démontré des capacités professionnelles
- Disponibilité de l'employeur : développement de la capacité d'embaucher et de retenir les jeunes talents

- Indicateur 1 : nombre d'employeurs qui embauchent une plus grande proportion de jeunes confrontés à des obstacles
- Indicateur 2 : nombre d'employeurs offrant des services et du soutien pour accueillir les jeunes

1.3.1 Le Québec convient de participer à des groupes de travail avec le Canada pour définir comment ces résultats seraient définis dans le cadre du processus de modernisation de la SECJ.

1.4 Le Québec fournira au Canada les états financiers annuels, concernant les fonds versés par le Canada en vertu de la présente entente au cours de l'exercice financier. Les états financiers seront fournis au plus tard le 30 novembre suivant la fin de l'exercice financier visé et indiqueront :

- I. Le montant provenant du Canada en vertu de la présente entente au cours de l'exercice financier
- II. Tout montant reporté prospectivement par le Québec en vertu de l'article 8.0 de l'annexe B, le cas échéant
- III. Le montant de tout fonds excédentaire devant être remboursé au Canada en vertu de l'article 9.0 de annexe B

2.0 VÉRIFICATION ET SUIVI FINANCIER

2.1 Le Québec s'assurera que les renseignements sur les dépenses indiqués dans les états financiers annuels sont complets et exacts, conformément aux pratiques comptables standards du Québec.

3.0 REDISTRIBUTION DE FONDS ENVERS DES SOUS-PROJETS

Sélection de Sous-projets

3.1 Québec suivra ses propres politiques et procédures pour s'assurer que les propositions de Sous-projets sont évaluées et sélectionnées de manière transparente, impartiale et équitable et qu'elles rencontrent les objectifs énoncés dans le cadre de la SECJ.

ANNEXE D : PLAN D'ACTION DU QUÉBEC 2020-21 à 2024-25

Pour chacun des exercices financiers durant la période de réalisation du Projet, le Québec fera parvenir au Canada la portion impliquant le financement de la SECJ du plan d'action annuel en matière de main-d'œuvre et d'emploi, élaboré par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail, lors de son dépôt à l'Assemblée nationale.